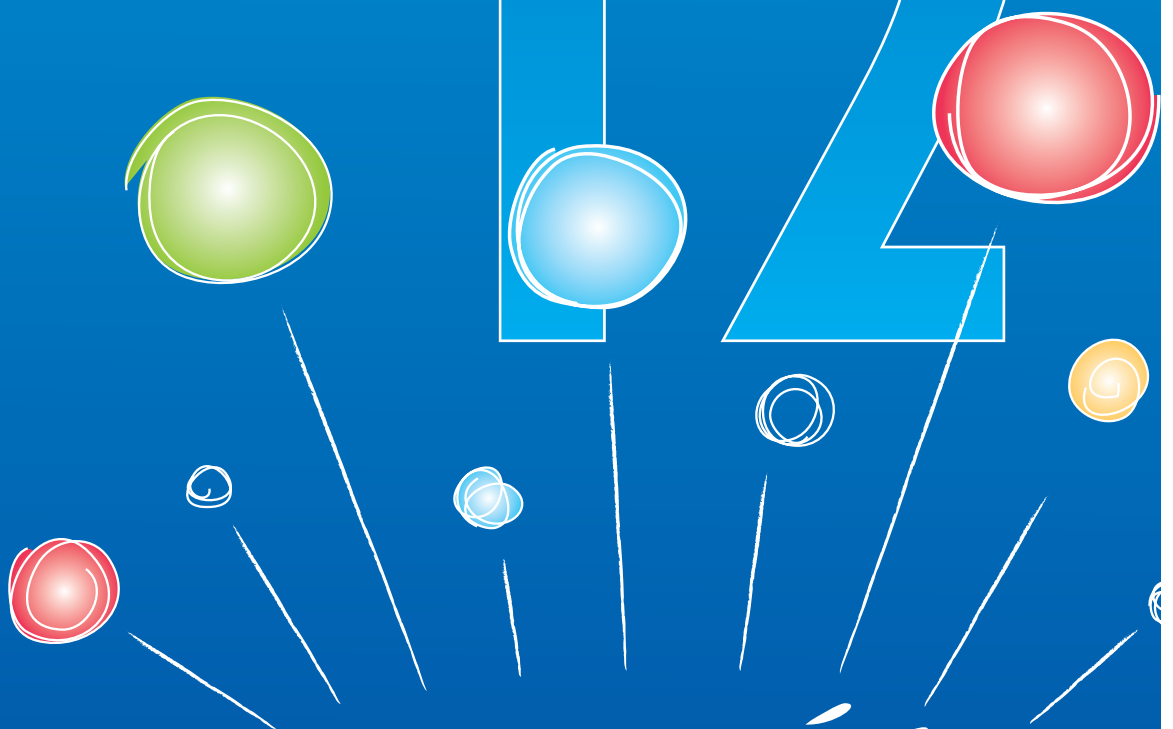


RAPPORT
D'ACTIVITÉ

20
12



 **RÉSO**
solidaire

Pôle de développement de l'économie
sociale et solidaire du Pays de Rennes

Activités du pôle



Soutien aux projets et à l'emploi

page 3

Formations

page 5

Projets collectifs

page 5

Mutualisation

page 8

Promotion ESS

page 9

Partenariats du pôle

Avec des structures et réseaux de l'ESS

page 11

Avec les collectivités

page 12

Avec d'autres acteurs du territoire

page 12



Fonctionnement



La participation et les adhésions

page 14

Le fonctionnement des instances

page 15

Activités du DLA

Dispositif Local d'Accompagnement

page 16

Annexes

page 21

Activités du pôle

PORTE D'ENTRÉE SUR L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE POUR LE PAYS DE RENNES, RÉSO SOLIDAIRE RÉPOND À DE MULTIPLES DEMANDES TOURNANT AUTOUR DE L'EMPLOI ET DU DÉVELOPPEMENT, AU SENS LARGE, DE L'ESS. CELA PRODUIT UN RAPPORT D'ACTIVITÉ 2012 ASSEZ ECLECTIQUE, À L'IMAGE DE LA TRANSVERSALITÉ DE L'ESS.

2012 A ÉTÉ L'ANNÉE DU RENOUVELLEMENT DE PLUSIEURS DE NOS CONVENTIONS AVEC DE NOS PARTENAIRES. CE FUT DONC L'OCCASION DE FAIRE UN BILAN DE NOS ACTIVITÉS ET DE RETRAVAILLER NOTRE PLAN D'ACTIONS.

SOUTIEN AUX PROJETS ET À L'EMPLOI

Mission d'accueil et d'orientation de demandeurs d'emploi

Primo-accueil, orientation de demandeurs d'emploi en ESS ou personnes souhaitant se reconvertir vers l'ESS.

Travailler dans des structures de l'ESS nécessite souvent un réseau personnel ou professionnel. De nombreux jeunes diplômés ou personnes en reconversion n'en ont pas et ne connaissent pas bien la réalité de l'ESS sur le territoire.

Réso solidaire accueille en rendez-vous individuels et collectifs des chercheurs d'emploi, leur présente l'ESS sur le territoire et leur ouvre sa base de données pour qu'ils puissent rencontrer des acteurs bienveillants.

29 chercheurs d'emploi ou salariés en réorientation ont été rencontrés lors d'un rendez-vous individuel en 2012.

Le Vivier de compétences

La multiplicité des demandes de rendez-vous d'orientation nous a amenés à penser autrement le primo-accueil. Nous avons sollicité les Ecosolies à Nantes qui animent depuis quelques années un Vivier de compétences. Celui-ci accueille collectivement les chercheurs d'emploi et devient un lieu de mise en réseau et de projets.

Depuis septembre 2012, Réso solidaire a expérimenté le Vivier de compétences à Rennes. Il s'agit d'un rendez-vous mensuel coupé en deux parties : tout d'abord, un primo-accueil collectif avec une présentation de l'ESS en général et de l'ESS sur le pays de Rennes pour les nouveaux. Puis en seconde partie de matinée, un temps de travail collectif avec l'ensemble des participants pour faire le point sur sa recherche d'emploi, décrypter des annonces, prendre des rendez-vous, travailler à des projets valorisants pour les chercheurs d'emploi.

27 personnes différentes ont participé aux 3 rendez-vous du Vivier de compétences en 2012



Mission d'accueil et d'orientation de porteurs de projet

Primo accueil et orientation de porteurs de projet ESS. Mise en réseau.

Accompagnement de projets collectifs ESS « qui ne rentrent dans aucune case »

Réso solidaire est une porte d'entrée vers l'ESS pour des porteurs de projet ou principalement des porteurs d'idée. Nous accueillons puis orientons ensuite en fonction du projet vers les structures les plus adaptées (Elan créateur, BGE, CCI, URSCOP,...). Lorsque rien ne correspond, nous accompagnons le projet à mûrir tranquillement (nous accompagnons tranquillement le développement du projet).

En 2012, 15 projets ont été accueillis, et 5 plus particulièrement accompagnés (majoritairement des projets associatifs où les porteurs ne sont pas forcément les futurs salariés) : microcrèche, radio, recyclage de vêtements en insertion, services à la personne, café coopératif, café associatif, café concert, projets de SCOP ou SCIC en développement durable, ludothèque pour entreprises et particuliers, gestion d'une pépinière ou de locaux pour créateurs, grossiste alimentaire, formateurs consultants,...

La pépinière de projet à la Maison de l'ESS

Faire émerger son projet est compliqué, surtout quand on travaille dans sa cuisine. Réso solidaire est régulièrement sollicité par des porteurs de projet qui cherchent des locaux. Nous avons donc proposé au Département d'Ille et Vilaine d'ouvrir une pépinière d'émergence de projets à la Maison de l'ESS. Il s'agit d'un espace de travail partagé au 5ème étage de la Maison de l'ESS pour des projets collectifs en émergence (étude de faisabilité, montage, démarrage de la commercialisation,...). Un bureau est attribué par projet pour une durée de 1 an maximum avec toutes les facilités (internet, téléphone, copieur, café et présence immédiate des acteurs de la maison de l'ESS). En 2012, 5 projets ont été hébergés (avec une entrée-sortie de projet) : Eco-think, Enercoop Bretagne, Garage Solidaire, Questions d'égalité et Octopousse.

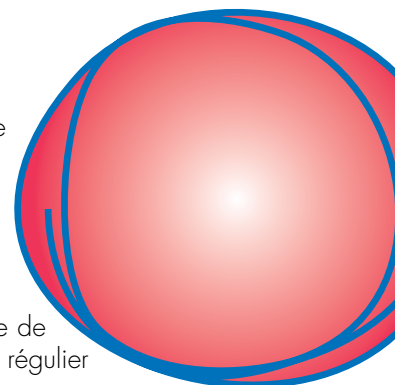
Accompagnement des collectivités

Un certain nombre de projets d'économie sociale et solidaire sont impulsés, accompagné ou portés par les collectivités territoriales.

Elles n'ont pas toujours le temps ou les compétences en interne pour travailler à ces projets. Réso solidaire les accompagne donc.

● Communauté de communes du Pays d'Aubigné : un SIEG (service d'intérêt économique général) pour les structures d'accueil du jeune enfant.

● Communauté de communes du Val d'Ille : suivi de la pépinière de Langouët, accompagnement du café associatif de Langouët, point régulier sur différents sujets ESS.



RÉSO

FORMATIONS, ATELIERS ET CHANTIERS

Trouver des ressources auprès des fondations et des fonds de dotation

Permettre aux associations de s'y retrouver dans la jungle des appels à projet.

Une journée de formation organisée par Réso solidaire et animée par Frédéric Primault, consultant à Partenarial, à destination des responsables des financements en association, avec pour objectif : se repérer parmi les différents types de fonds, être en mesure de sélectionner les appels à projet et y répondre efficacement.

Une formation avec 16 participants réalisée dans les locaux de la Mutuelle Radiance (prêt de salle dans la cadre du projet Carte-ouverte « mutualisation par et pour l'ESS ») le 27 avril 2012.

Connaître et valoriser ses compétences

Reprendre confiance en ses compétences.

A la demande des demandeurs d'emploi et des porteurs de projet du vivier de compétences, Anne Castel, chargée de mission du pôle de développement de l'ESS de St Malo (Horizons Solidaires) a animé une journée de formation sur les compétences. Il s'agissait d'identifier et de faire le point sur ses compétences au regard des expériences professionnelles et personnelles en y intégrant la dimension Économie Sociale et Solidaire.

11 personnes ont participé à cette journée le 23 novembre 2012.

Mécénat et partenariat avec les entreprises

Une recherche action sur le mécénat, en partenariat avec le Département d'Ille et Vilaine.

● Une matinée pour découvrir le mécénat : Frédéric Primault, consultant à Partenarial, a présenté le cadre du mécénat d'entreprise pour les associations. Les thématiques de l'éligibilité, de la procédure de rescrit, des postures... puis un jeu de questions-réponses ont permis de dégrossir le sujet.

88 personnes ont participé à cette matinée le 12 janvier 2012.

● Un chantier pour se former à la recherche de mécénat : les associations ont été formées à la recherche de partenariat auprès d'entreprises et ont été jusqu'à la pratique. Une recherche-action sur 5 demi-journées collectives.

15 personnes représentant 12 associations ont suivi le chantier entre janvier et juin 2012.

PROJETS COLLECTIFS

Une journée pour faire le bilan des Fonds Structurels Européens

Réso solidaire, en partenariat avec la CRES et l'AVISE, a organisé une journée de réflexion sur l'usage des fonds structurels par l'ESS.

Cette journée a permis de faire un bilan de l'usage des Fonds structurels mais surtout de faire des propositions sur les modalités à améliorer pour la prochaine programmation 2014-2020. À cette occasion, un petit film a été produit, laissant la parole à des utilisateurs des différents fonds structurels. Et pour tous, le même refrain : les fonds structurels sont des leviers formidables pour nos projets mais qu'est-ce que c'est compliqué !

66 personnes ont participé à cette journée le 19 novembre

Les repas « du Collectif pour avancer »

Un lieu d'interconnaissances et d'entraide pour faire avancer des projets professionnels et personnels, développer son réseau local de professionnels.

Une rencontre mensuelle pour des demandeurs d'emploi, des porteurs de projet, des personnes en réorientation professionnelle. Les rencontres du 1^{er} semestre 2012 ont également permis d'avancer sur la création du « Vivier de compétences », institué dès octobre 2012.

Collectif Truc&Troc

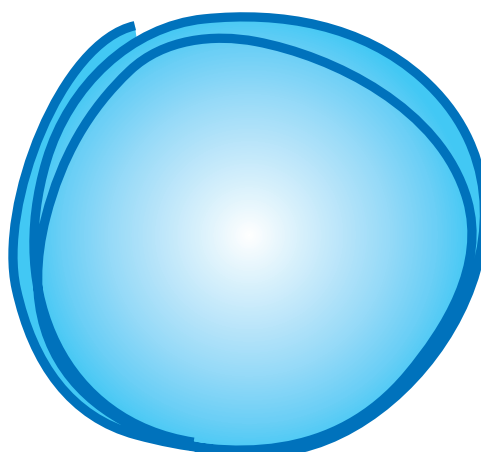
Un réseau informel local pour partager ses pratiques et animer des temps autour des échanges sans argent.

Le Collectif Truc&Troc a fêté ses 3 ans d'existence cette année. L'année 2012 s'est avérée plus calme au niveau des sollicitations extérieures. Le Collectif a organisé 4 rencontres dont une spécialement vouée à répondre collectivement à un besoin d'une des structures : « le SEL est-il la forme la plus adaptée au projet ? » et une sur les outils à développer au sein du Collectif. La différence de participation est notoire par rapport à 2011, le fonctionnement du Collectif a donc été modifié en fin d'année afin de tester une animation tournante axée davantage sur les besoins de soutien des associations participantes en amont de leurs événements. Réso solidaire reste présent en coordination globale. L'année 2012 a mobilisé 14 associations de Rennes et des environs. Le Collectif Truc&Troc reste informel, c'est un réseau dans lequel les salariés ou responsables de la thématique des échanges sans argent viennent partager leurs pratiques et alimenter leurs réflexions. Le Collectif Truc&Troc procède une page de présentation de ses actions sur le réseau sociale local « jardin des savoirs » développé par Bug.

Repas des dirigeants salariés

Une fois par mois, des directeurs.trices d'association et gérant.e.s de SCOP se retrouvent pour échanger autour de leur métier.

Après une pause jusqu'en octobre 2012, les repas de dirigeant.e.s salarié.e.s ont repris en octobre 2012 avec une date régulière, tous les 12 du mois, autour d'une thématique « métier » (la gouvernance de nos structures, le modèle économique,...)
3 repas sur l'année et 5 à 7 participants à chaque rencontre.



La plateforme Petite enfance

En 2012, Réso solidaire a continué à animer le montage d'une plateforme Petite enfance particulièrement sur les fonctions supports.

Il s'agit d'avoir, pour les lieux d'accueil petite enfance associatifs (crèche, multiaccueil...), un outil de diagnostic quasiment exhaustif sur les aspects comptabilité, gestion et ressources humaines, puis ensuite d'apporter des services de qualité qui s'adaptent aux besoins et fonctionnement de chaque structure. Un temps de travail sur le projet a été confié à Rozenn Rouault, chargée de mission à la fédération Familles Rurales jusqu'à la création d'une association « plateforme de gestion Petite enfance 35 » en juillet 2012.

Elle sera à terme accessible pour toute structure d'accueil du jeune enfant du département, qu'elle soit fédérée ou non et quelle que soit sa fédération d'appartenance, à partir du moment où elle se reconnaît dans une charte de valeurs communes.

Les objectifs :

- Consolider et pérenniser les structures de la petite enfance existantes
- Développer de nouveaux projets en lien avec les territoires d'implantation et les familles
- Apporter une réponse collective dont l'objectif est de compléter les missions des différentes fédérations plutôt que de favoriser la concurrence.
- Avoir une offre de l'économie sociale et solidaire solide, crédible, valorisée sur l'ensemble du département.

Réso solidaire a bénéficié d'un transfert de savoir-faire (TSF, dispositif de l'AVISE) pour « profiter » de l'expérience de Véronique Durand, salariée d'une plateforme de gestion de l'ACEPP à Angoulême.

Participant à la démarche : La fédération 35 Familles Rurales, la fédération 35 ADMR, le groupement d'employeurs de l'économie sociale (GEDES 35), la SCIC Cerise (coopérative-conseil en petite enfance), les autres pôles de développement de l'économie sociale et solidaire du département représentés par le pôle de Rennes, Réso solidaire.

Des associations gestionnaires : Parenbougé, Enfance Val d'Ille, l'Asfad, des crèches associatives et parentales.

Interreg 2

Poursuivre les partenariats France-Angleterre avec un nouveau projet Interreg 2.

En 2011, Réso solidaire a participé avec d'autres acteurs de l'ESS (dont Horizons solidaires et la CADES) à un projet de coopération transnational Interreg avec le Hampshire en Angleterre. Ce projet a été l'occasion de découvrir le « tiers secteur » de l'autre côté de la Manche et nous a donné l'envie d'aller plus loin dans le partenariat.

En 2012, nous avons donc monté un autre projet Interreg (Impact&valu'ess) avec une structure d'Exeter. Portant sur la mesure de l'impact de l'ESS et sur le partenariat avec les entreprises, ce projet devrait voir le jour en 2013.

MUTUALISATION

Le Phare

Projet de construction d'un immeuble dédié à des structures de l'ESS.

Le partage d'espaces de travail apporte de la visibilité à l'économie sociale et solidaire et facilite la mise en réseau, nous en faisons tous les jours l'expérience à la Maison de l'ESS de la rue Martenot. Un certain nombre d'entreprises de l'ESS ont besoin de locaux pour héberger leur siège ou développer leur activité et ne peuvent accéder à la Maison de l'ESS à Rennes. Pour y remédier, en lien avec la Coop de Construction et de l'Atelier du Canal comme cabinet d'architecte, Réso solidaire coordonne la création d'un immeuble dédié à l'ESS (commerces, bureaux, services, hébergement,...) dans le cadre de la réhabilitation du quartier du Blossne à Rennes. 4000m² partagés sont prévus pour 2016.

L'espace d'accueil

Le 5ème étage de l'Espace Anne de Bretagne s'est doté d'un espace d'accueil commun.

Installé depuis le printemps 2011 au 15 rue Martenot à Rennes avec le GEDES35 et la Pépinière d'émergence de projets collectifs, Réso solidaire a officialisé la création d'un espace d'accueil d'étage en passant une commande de mobiliers en matériaux de récupération auprès de Eko Think (CAE Elan créateur). Les équipes salariées de l'étage ont également participé activement au relooking de certains mobiliers acquis précédemment. Deux bancs accueillent maintenant nos visiteurs dans un espace, avec des revues liées à l'ESS.

Carte-ouverte

Une géo-localisation pour des prêts de salles par et pour les structures de l'ESS.

Sur l'année 2012, Réso solidaire a redirigé une quinzaine de structures sur la page « mutualisation de prêts de salles » sur Rennes et les environs et comptabilise au moins 8 prêts. Réso solidaire participe au groupe de travail Carte-Ouverte animé par la MCE à raison de 3 à 4 réunions par an.

<http://rennes.carte-ouverte.org/>

solidaire

PROMOTION ESS

Les Apéro Réso

Une nouvelle formule pour les Apéro Réso.

La formule des apéros mensuels de 2010 et 2011 a été retravaillée. Il avait été noté que peu de personnes se mobilisaient pour une rencontre sans ordre du jour et que les personnes qui se déplaçaient correspondaient à un public de chercheurs d'emploi ou en réorientation professionnelle. Nous avons donc créé un temps d'accueil le lundi après-midi sur RDV et organisé 2 Apéro Réso sur l'année avec pour thématiques : « parcours photos urbain et ESS » et « échanges sur le programme du Mois de l'ESS ».

L'année internationale des coopératives

2012 a été déclarée par l'ONU « année internationale des coopératives ».



Réso solidaire s'est emparé de cette opportunité pour en faire un axe de travail. Dans la suite des portraits 2011 réalisés sur le thème « Leur travail a du sens », Réso solidaire a travaillé en 2012 sur « la coopération en coopératives », le but étant de montrer la diversité des pratiques, des entreprises et des partenariats dans les coopératives de nature différente. La création de portraits amène la rencontre avec des acteurs du territoire. Les 7 « visites de coopératives » étaient construites autour du fonctionnement de l'entreprise et ont été ouvertes au public. On note 60 participants différents avec 75% résidant sur le pays de Rennes et 25% adhérent à Réso solidaire. La newsletter a permis la diffusion des portraits tout au long de l'année. Une des visites a été réalisée en partenariat avec le « pôle ESS du pays de Vitré » lors de son étude de préfiguration.

La newsletter

De l'information reçue à Réso solidaire aux boîtes mail de nos contacts.

Les 10 newsletters de 2012 ont annoncé 80 événements d'une soixantaine d'annonceurs différents. Un comité de rédaction a été sollicité sur une partie de l'année pour alimenter la newsletter et sélectionner les événements. L'envoi s'effectue mensuellement à environ 1000 contacts (acteurs de l'ESS, individuels et partenaires institutionnels). Il s'articule autour d'un portrait, d'un agenda (nos actions et celles du territoire) et d'une partie annonces (appels à projet, semaine thématique, enquêtes...)

Le site Internet

www.resosolidaire.org, un site vitrine des activités de Réso solidaire.

On y trouve un agenda, les diaporamas des ateliers et formations réalisés, les informations essentielles sur les actions en cours, la vie du pôle, les 2 séries de portraits « leur travail a du sens » et « la coopération en coopératives »...

Le programme

Une présentation du pôle et des activités de Réso solidaire pour le semestre.

Proposer et informer des activités du pôle ESS pays de Rennes aux personnes morales et/ou personnes physiques du territoire sur les temps de rencontres, les ateliers pratiques, les formations, les déjeuners, les visites... par courrier, dépôt dans des lieux ressources, mailing. 2 programmes dans l'année.

La capitalisation d'informations

En 2012, Réso solidaire a été sollicité par différents organismes souhaitant ré-utiliser les outils de Réso solidaire.

Le portrait de Jean-François Draperi dans la série « Leur travail a du sens » a été repris dans 2 revues (URSCOP et Entraide), les portraits « La coopération en coopératives » ont été postérisés pour un congrès de PEKEA, les images réalisées lors des différents événements de Réso solidaire ont alimenté le magazine « Bretagne durable - hors série ESS » de novembre 2012, le « book portraits ESS » (présentation des 8 portraits « Leur travail a du sens » et des 7 portraits « La coopération en coopératives ») est régulièrement sur les tables d'accueil lors d'événements...

Interventions thématiques

Réso solidaire a été sollicité à plusieurs reprises pour présenter l'ESS dans différents lieux et sous différentes formes.

Réso solidaire a été sollicité à plusieurs reprises pour présenter l'ESS dans différents lieux et sous différentes formes.

Les interventions et modules en économie sociale et solidaire ont été réalisés par Réso solidaire à l'AFPE, aux JRCE (Journées Reprises et Créations d'Entreprises), au CRIDÉV ainsi que dans le cadre du festival du « film d'éducation » organisé par les CEMEA, à la suite de la projection du film « Le printemps des Bonzaïs ».

L'économie sociale et solidaire a également été présente lors de la semaine de l'environnement sur le Campus de Villejean, au Forum des Champs libres sur le thème « changer d'économie, mode d'emploi ».

Echu Eo et le lancement de la campagne de communication ESS Bretagne

Faire découvrir l'ESS à travers des principes, des personnages, des lieux et des marques bretons.

Construit au sein du réseau des pôles de développement de l'ESS de Bretagne, ce jeu de carte, complété par un glossaire des mots utilisés dans le jeu (de « réserves impartageables » à « trimartelod » en passant par « Gaudin »...), a été animé pour la 1^{ère} fois lors du lancement de la campagne de communication sur le Belém pour Brest 2012. 20 exemplaires du jeu sont disponibles en Bretagne dont 2 à Réso solidaire. Il permet notamment la mise en mouvement d'un groupe, la création d'une culture commune ESS (pour exemple, il a été utilisé à plusieurs reprises pour les cours d'ESS à l'IUT Carrière Sociale de Rennes 1).



BRETAGNE

ESS

ÉCONOMIE
SOCIALE &
SOLIDAIRE

Donnons du sens à l'économie

Partenariats du pôle

AVEC DES STRUCTURES ET RÉSEAUX DE L'ESS

Réseau des pôles ESS en Bretagne

Réso solidaire participe activement au réseau des pôles, animé par la CRES. Par des rencontres plénières ou thématiques, les différents pôles de la région (16 pôles en 2012) échangent des pratiques, des réflexions, des innovations, mutualisent, s'entraident...

La CRES

(Chambre Régionale de l'Economie Sociale)

Réso solidaire participe, en lien avec le réseau des Pôles ESS, à plusieurs réflexions animées par la CRES : la stratégie de communication, la formation, le Mois de l'ESS, la commande publique, l'Europe,...

Le Gedes 35

(Groupement d'Employeurs de l'Economie Sociale)

Réso solidaire est membre du groupement d'employeurs de l'économie sociale pour 2 mises à disposition : Nicolas Lefébure comme comptable et Gwenn Broudic comme assistante. Emmanuelle Rousset représente le pôle au conseil d'administration et au bureau du GEDES 35. Le groupement d'employeurs emploie 22 personnes en emploi partagé dans 64 associations.

Le CRIDEV

(Centre Rennais d'Information pour le DEVeloppement de la solidarité entre les peuples)

L'année 2012-2013 était celle de l'ESS pour le CRIDEV. Une thématique annuelle qui a réuni le CRIDEV et Réso solidaire à plusieurs reprises : soirée de découverte de l'ESS, vitrine ESS lors du Mois de l'ESS, co-organisation, à l'espace Ouest-France, d'une soirée « ESS et Brésil » dans le cadre du Mois de l'ESS, avec la participation d'acteurs brésiliens sur le thème suivant : de l'implication locale à la participation à des réseaux mondiaux ESS. Réso solidaire retrouve également le CRIDEV dans les groupes de travail régionaux « formation ».

Le CRIJ

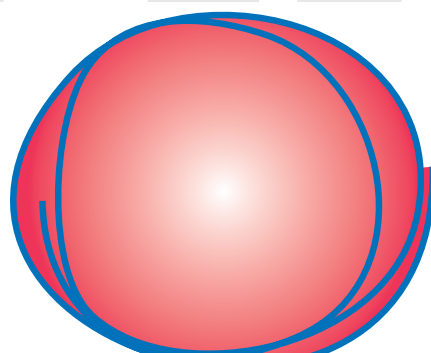
(Centre Régional d'Information Jeunesse)

Les travaux collaboratifs avec le CRIJ tournent autour de la question des échanges et de l'intégration de l'ESS dans la vie quotidienne des jeunes. Il s'agit principalement de suivre les actions du CRIJ, de relayer leurs initiatives (Grand Bazar, TamTam...) et d'être acteurs ressources.

PEKEA

(Political and Ethical Knowledge on Economic Activities)

Les travaux collaboratifs avec le CRIJ tournent autour de la question des échanges et de l'intégration de l'ESS dans la vie quotidienne des jeunes. Il s'agit principalement de suivre les actions du CRIJ, de relayer leurs initiatives (Grand Bazar, TamTam...) et d'être acteurs ressources.



AVEC LES COLLECTIVITÉS

Rennes Métropole

Réso solidaire rencontre régulièrement les élus et techniciens de l'agglomération pour échanger autour des problématiques du territoire. En 2012, sur sollicitation de Rennes Métropole, Réso solidaire a écrit une contribution à l'actualisation du projet économique de l'agglomération. Une synthèse de cette contribution a été présentée lors d'un atelier de travail à des élus des communes de Rennes Métropole ainsi qu'aux élus communautaires et aux autres acteurs économiques (CCI, CMA ...)

Communauté de communes du Val d'Ille

Un des partenaires historiques du Pôle ESS depuis sa création, avec qui le travail de partenariat est fort. Un de ses représentants, M. Christian Roger, a été réélu en 2012 au Conseil d'administration de Réso solidaire.

Le Département d'Ille et Vilaine

Les projets répondant à l'appel à projets innovants du Département sont reçus par Réso solidaire en lien avec l'Agence départementale. Nous travaillons aussi avec le département sur le chantier-formation au mécénat, sur le montage du projet européen Interreg 2, la mise en œuvre de la monnaie locale Galléco...

AVEC D'AUTRES ACTEURS DU TERRITOIRE

La MEIF

(Maison pour l'Emploi, l'Insertion et la Formation)

En lien avec Rennes Métropole, Réso solidaire a participé à la mise en place des facilitateurs de clauses sociales dans les marchés publics au sein de la MEIF. En effet, la MEIF coordonne le guichet unique Clauses sociales et, en 2012, 2 facilitateurs ont été embauchés. Ils sont salariés de Réso solidaire et travaillent dans le service commande publique de Rennes Métropole. Pour mener à bien les actions « clauses sociales », 400 personnes ont bénéficié de la clause et 98 entreprises ont activé la clause au cours de l'année 2012.

Réso solidaire co-anime avec la MEIF (représentée par Camille Huet, chargée de mission territoriale) le groupe de travail « Lever les freins à l'emploi ». Il s'agit d'un groupe de travail transversal qui rassemble des acteurs de secteurs d'activité différents (petite enfance, mobilité, insertion, emploi, femmes...) et permet de partager une culture commune sur ce thème et de produire de l'information ou des services (plateforme Mobilité, pages logement sur le portail de la MEIF...)

Le CODESPAR

(COnseil de Développement Economique et Social du Pays et de l'Agglomération de Rennes)

Réso solidaire est membre du CODESPAR dans le collège « entreprises et activités économiques ». Réso solidaire participe donc aux réunions du collège ainsi qu'à certaines réflexions thématiques (actualisation du projet communautaire, précarité...)

LES FACILITATEURS, QU'ONT-ILS FAIT EN 2012 ?

Les missions des facilitateurs

(source Alliance Villes Emploi)

Portant des appellations variées selon les territoires (gestionnaire de clause, guichet unique, assistance à maîtrise d'ouvrage d'insertion, médiateur, etc ...), le facilitateur est au centre de la mise en œuvre des clauses sociales. Jouant un rôle d'interface entre les acheteurs publics et les entreprises.

Quel que soit le pouvoir adjudicateur (collectivité, établissement public, service de l'Etat), il importe que les entreprises rencontrent des facilitateurs dont la pratique des clauses soit cohérente sur un même territoire.

Sollicité principalement pour une bonne ingénierie de la clause sociale, le rôle du facilitateur est :

- ④ d'aider à la définition quantitative et qualitative des clauses, qui doivent être adaptées à chaque marché en fonction de la réalité locale et des capacités des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) ;
- ④ de repérer les personnes potentiellement concernées, en lien avec le service public de l'emploi local et les SIAE ;
- ④ d'élaborer et de proposer aux entreprises attributaires des marchés les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de la clause (embauche directe, mise à disposition, etc.)
- ④ de mettre en relation l'ensemble des partenaires ;
- ④ de suivre la bonne exécution des engagements des entreprises et des personnes bénéficiaires pour le compte de l'acheteur public prescripteur.

Quelques chiffres de l'activité des facilitateurs en 2012 sur le bassin rennais :

Observations des heures saisies en 2012 sur le logiciel ABC

Nombre de personnes impactées : 400 personnes, 86 % d'hommes, 14 % de femmes.
19 % de personnes de moins de 26 ans et 6 % de personnes de plus de 50 ans.
Cela représente 140 000 heures dans des marchés de travaux et services en 2012 ainsi que 46 000 heures qui n'ont pas pu être saisies dans le logiciel.
De plus, les facilitateurs ont été investis en temps et en procédures pour 160 000 heures qui n'ont pas été attribués en 2012

Dispositifs relevant de l'insertion par l'activité économique (IAE) :

- ④ Entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) : 3 mobilisées et 85 personnes
- ④ Entreprise d'insertion (EI) : 3 mobilisées et 153 personnes
- ④ Atelier et chantier d'insertion (ACI) : 3 mobilisés et 127 personnes

Ces structures sont impliquées dans les clauses sociales pour 20 à 100 % de leurs activités.

Autre dispositifs :

- ④ Bâti emploi (PLIE de Rennes Métropole) : 10 personnes mobilisées
- ④ Groupement d'employeur pour l'insertion et la qualification (GEIQ) de Rennes : 9 personnes mobilisées.
- ④ Autres mobilisations : 16 personnes

Pour mener à bien ces actions 98 entreprises ont été mobilisées au cours de l'année 2012.

Fonctionnement

LA PARTICIPATION ET LES ADHÉSIONS

En 2012, c'est au minimum 333 personnes et 178 structures qui ont participé aux différentes activités de Réso solidaire

Ce chiffre est en augmentation de 5% entre 2011 et 2012 (+16 personnes) pour les participants et de 6% (+10) pour les structures, malgré la baisse de l'effectif au sein de l'équipe de Réso solidaire (passage de 3,2 salariés en ETP en 2011 à 2,3 ETP en 2012 pour le pôle ESS).

Les activités qui fonctionnent le mieux sont les informations collectives et les ateliers de formations-réflexions (Europe, mécénat, Vivier de compétences...).

On constate aussi un engagement sur la durée pour les membres des groupes de travail (petite enfance, Truc&Troc...)

On note toujours une augmentation des demandes de porteurs de projet et surtout de demandeurs d'emploi.

Parmi les structures participantes

12 coopératives, 4 mutuelles, 141 associations, et 18 « divers » (syndicats, université, État...).

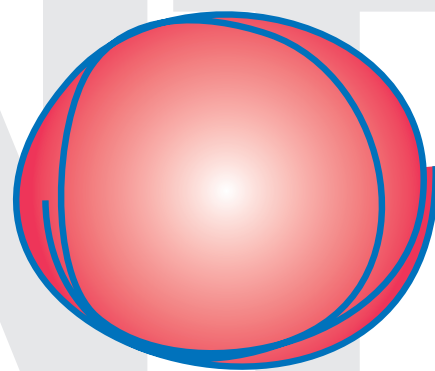
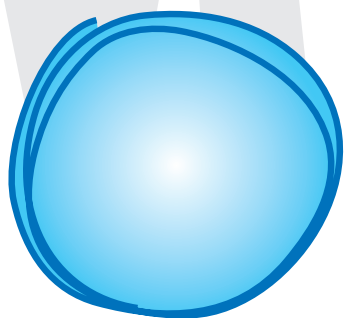
Le tout dans des secteurs d'activité très variés : création d'entreprise, petite enfance, culture, handicap, construction, insertion, logement, éducation populaire, services à la personne, santé, environnement, loisirs...

Parmi les participants, 2 grandes familles : ceux qui participent régulièrement à nos activités (20%) et ceux qui viennent ponctuellement à un atelier ou une rencontre.

Du côté des membres

12 nouveaux membres nous ont rejoints, portant le nombre des adhérents de Réso solidaire à 72.

Parmi eux : 7 coopératives, 2 mutuelles, 1 collectivité, 37 associations et 24 personnes physiques.



LE FONCTIONNEMENT DES INSTANCES

Les membres sont répartis selon 3 collèges (on ne peut être membre que d'un seul collège) : le collège Compétences, le collège Acteurs de l'ESS et le collège Territoires

Le collège Compétences est composé des salariés de Réso solidaire et des personnels mis à disposition de Réso solidaire.

Le collège Acteurs de l'ESS est composé des personnes physiques ou morales œuvrant sur le territoire du Pays de Rennes pour l'ESS.

Le collège Territoires est composé des collectivités territoriales et des fédérations, unions et réseaux de l'ESS intervenant sur le Pays de Rennes.

Le Conseil d'administration comprend 9 membres, renouvelable par tiers. En 2012, Laurent Poles, personne physique, est entré dans le collège Acteurs de l'ESS. Yves Arnaud et Christian Roger ont été réélus dans leurs collèges respectifs.

Le CA est composé de 45% de femmes et de 55% d'hommes (la parité à 88% est obligatoire dans les statuts). Il y a 2 membres mandatés par une coopérative, 2 membres mandatés par une association, 1 maire mandaté par une communauté de communes et 4 personnes physiques dont 2 salariées.

Un membre du CA a moins de 30 ans, 1 entre 30 et 40 ans, 3 entre 40 et 50 ans et 4 ont plus de 50 ans.

Le Conseil d'administration s'est réuni 5 fois au cours de l'année 2012 (janvier, mars, mai, septembre et décembre).

Le Conseil de coopération (instance de réflexion et de prospective ouverte à tous les membres) s'est réuni deux fois, une première fois autour de l'évolution vers la SCIC, la deuxième pour travailler sur le projet de loi ESS. À chaque fois, entre 10 et 25 participants.

QUEL EST LE CRITERE MAJEUR DE REUSSITE DES ACCOMPAGNEMENTS DLA ?

C'est la qualité de la relation. Elle se vit à plusieurs niveaux entre les personnes, entre le DLA, le prestataire, la structure bénéficiaire, les têtes de réseau, le comité d'appui. Elle construit du sens, de la connaissance mutuelle, elle écarte les jugements et les interprétations.

La tuyauterie, qui connecte et crée du lien de façons multiples, commence par s'ancrer dans le sol, proche du terrain. Le bon fonctionnement se mesure à la fluidité des liens. Il va être lié à la confiance qui s'établit et qui permet aussi de contrôler les phénomènes de pression d'origines multiples et variées dans le DLA. Les nœuds dans les tuyaux créent de la tension qui peut nuire à la productivité et à l'efficacité de l'action.

Gwenaël HERVE, chargé de mission DLA

Réso solidaire a le plaisir de vous faire partager, sous un format inédit, le bilan annuel de l'activité du dispositif local d'accompagnement (DLA) menée en 2012.

SYNTHESE ACTIVITE

Les objectifs ont été globalement atteints en terme quantitatif sur le diagnostic pré-accompagnement et l'ingénierie individuelle. Ils ont été plus difficiles à tenir sur le post-accompagnement et l'ingénierie collective.

L'ingénierie collective DLA a été peu mise en œuvre en 2012 à une époque où les enjeux autour des stratégies de rapprochement, de mutualisation nécessitant plus de travail collectif et de partenariat entre les personnes et les structures sont grandissants.

La demande de nouvelles structures est toujours forte sur le pays de Rennes. En contrepartie, revient la question perpétuelle du suivi post-accompagnement. Quelle stratégie pour améliorer ce suivi ?

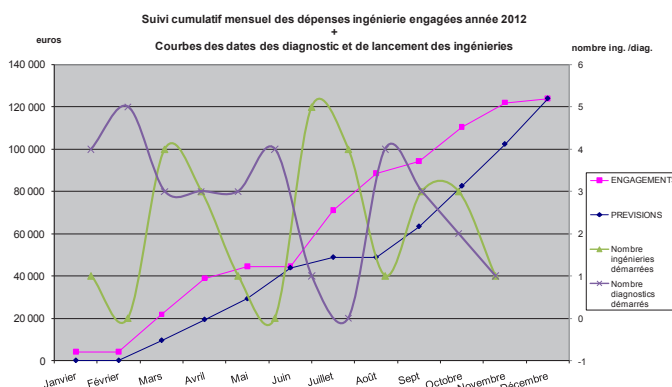
Même si elle a été moins utilisée que prévu, l'ingénierie suivi post-accompagnement mise en place a montré une redoutable efficacité et efficacité.

Les courbes de suivi mensuel montrent une certaine saisonnalité de l'activité. Suivant les mois, c'est soit le travail diagnostic qui domine (mars et avant l'été), soit l'engagement d'ingénieries (début d'année et reprise de septembre). Cela amène aussi des tensions à gérer sur l'organisation du travail.

La part de co-financement a progressé régulièrement depuis 3 ans (1,5% en 2010 ; 2,19% en 2011 et 8% en 2012). Cela montre un besoin grandissant de mettre en œuvre des accompagnements d'envergure associé au souci de maintenir la ligne de conduite sur la durée moyenne des accompagnements qui est restée proche de 5 jours (5,24 sur l'individuel).

Objectifs Convention DLA				
2012 - Resosolidaire Avenant n° 1				
du 01/01/2012 au 31/12/2012				
Offre de Service Interne		Nb. Structures		
	Objectif	Réalisé		
Accueillies	25	22	88%	
Diagnostiquées	40	33	83%	
- dont Pré Accompagnement	25	25	100%	
- dont Suivi Post Accompagnement	15	8	53%	
Fonds d'Ingénieries		Nb. Structures		Nb. Ingénieries
	Objectifs	Réalisé	Objectifs	Réalisé
Ingénieries Individuelles	22	22	22	23
dont Suivi Post Accompagnement	3	1	3	1
Ingénieries Collectives	15	3	3	3
				105%
				33%
				100%
Offre de Service Interne & Fonds d'Ingénieries				
	Objectifs	Réalisé		
Structures Accompagnées	50	41	82% (bénéficiaires diag et/ou ing.)	
Structures Bénéficiaires d'un Suivi Post	18	9	50% (diag suivi et/ou ing. suivi)	

Le suivi post-accompagnement en lien avec les réseaux associatifs est en cours de réflexion. La pertinence des approches expérimentées avec les réseaux reste à analyser et à évaluer collectivement.



	Nbre ingénieries	Nbre moyen de jours /ing.	TOTAL jours	Coût moyen /ingénierie	Coût moyen /prestataire /jour	Coût total financé par le DLA	Coût total co-financement structure	TOTAL coût prestations
Ingénieries individuelles	23	5,24	120,5	4 985,67 €	1 038,53 €	114 670,39 €	10 472,03 €	125 142,42 €
Ingénieries collectives	3	9,33	28	3 062,67 €	328,14 €	9 188,00 €	0,00 €	9 188,00 €
TOTAL	26		148,5			123 858,39 €	10 472,03 €	134 330,42 €

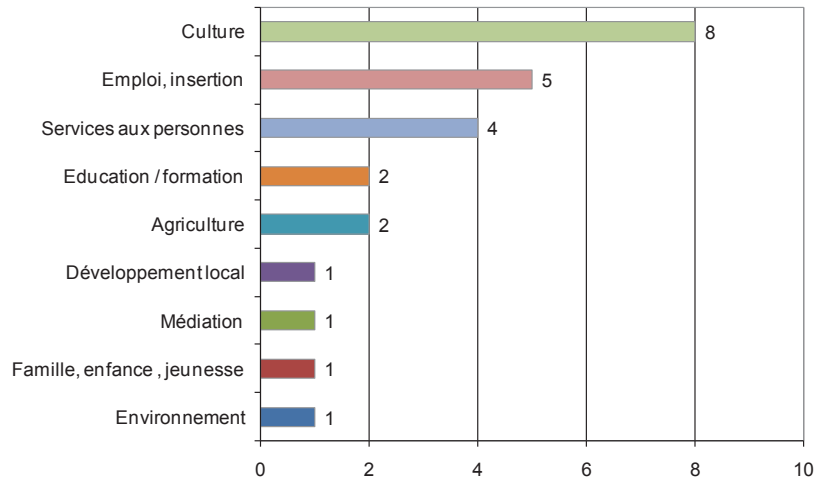
De 988€ en 2010 et 983€ en 2011, le coût moyen/jour prestataire a passé le cap des 1000€. En 2012, le coût moyen d'une ingénierie DLA reste inférieur à 5000€.

REPARTITIONS PAR SECTEUR D'ACTIVITES

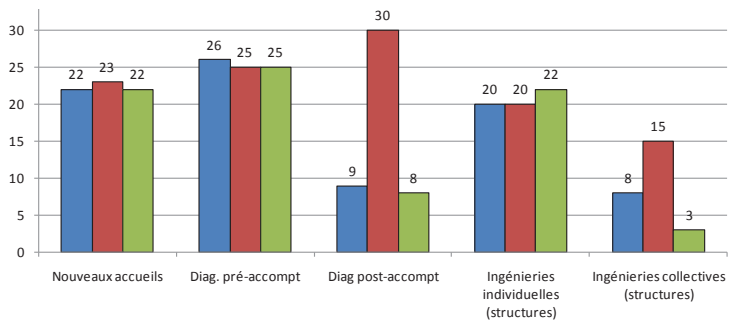
Le secteur culturel est toujours fortement demandeur. L'insertion/emploi est revenu en force après une année 2011 plus timide. Aucune demande n'est remontée du secteur sportif. Sur la fin d'année, plusieurs structures du secteur handicap (via différentes portes d'entrée) ont interpellé le DLA.

La répartition par secteurs d'activités est en cohérence globale avec les données observées au niveau régional.

Nombre de structures bénéficiaires d'ingénieries individuelles par secteur activité (conventionnées 2012)



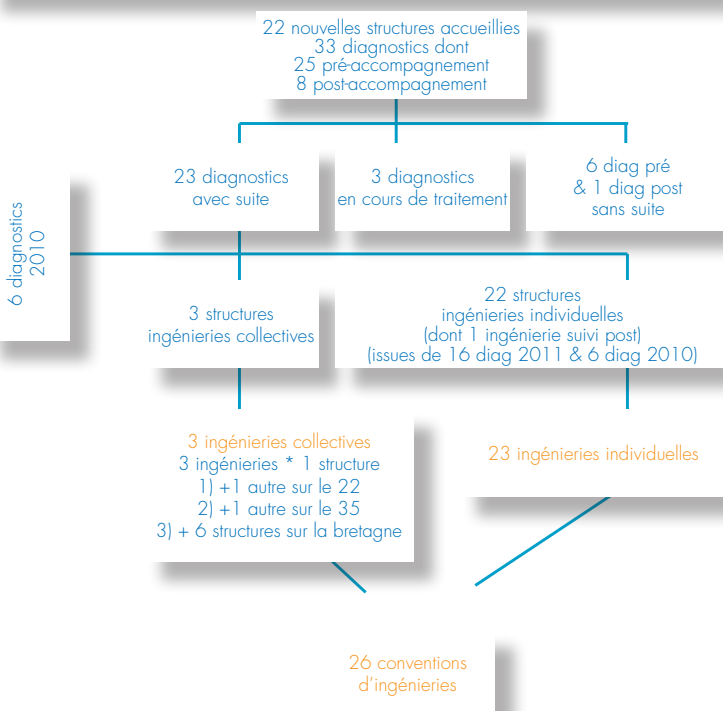
ACTIVITE GLOBALE



Excepté sur le suivi post-accompagnement en 2011 qui a bénéficié de l'apport d'un stagiaire, Vincent ROUÉ, les indicateurs d'activités sont très proches sur les trois dernières années.

Le nombre de structures engagées dans des ingénieries collectives est très fluctuant. Il reste lié à la conjoncture des demandes et des initiatives. Elles ont été faibles. On note déjà qu'en 2013, beaucoup d'accompagnements de collectifs émergent sur plusieurs secteurs que sont la culture, les services à domicile, la petite enfance, le sport, etc.

76 structures au total en contact avec le DLA sur l'année 2012



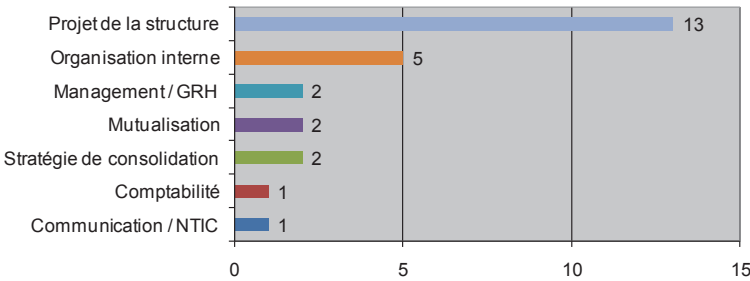
Année	2011	2012
Offre de service interne	75 000 €	75 000 €
DIRECCTE	35 000 €	39 000 €
DR Caisse des dépôts	25 000 €	18 000 €
Conseil régional	15 000 €	18 000 €
Conseil général 35		
Fonds d'ingénieries	109 316 €	120 566 €
DIRECCTE	51 000 €	57 000 €
DIRECCTE (rallonge)	12 500 €	13 750 €
DR CDC	15 816 €	22 816 €
Conseil régional	20 000 €	17 000 €
Conseil général 35	10 000 €	10 000 €
TOTAL	184 316 €	195 566 €
Détails fonds d'ingénieries		
Financement fonds publics	109 316 €	120 566 €
reliquat (année N-1)	7 033 €	3 292 €
Total réel engagé au 31/12	113 057 €	123 858 €
reliquat (année N+1)	3 292 €	0 €

PROBLEMATIQUES

Le projet de structure (incluant l'aide à mettre en place une démarche stratégique) reste la thématique majeure des accompagnements.

Les problèmes économiques sont souvent un élément déclencheur des demandes d'accompagnement. Elles sont généralement l'occasion de revisiter le projet, la stratégie, l'organisation et aussi très souvent la gouvernance.

Objet et nombre des prestations individuelles & collectives (conventionnés en 2012)



La question de la gouvernance est aussi le point d'entrée qui ouvre la réflexion à d'autres champs. En effet, plusieurs demandes sont venues accompagner le renouvellement d'un dirigeant ou d'une équipe. Ce renouvellement est l'occasion de revisiter un projet, une organisation dans une dynamique collective. A noter que la gouvernance démocratique est, par ailleurs, reconnue comme critère numéro un caractérisant l'ESS¹.

Dans la très grande majorité des accompagnements une réflexion a été portée sur la gestion employeur. Une réflexion stratégique sur la consolidation et/ou la création d'emplois a été quasi systématique sur toutes les plus petites structures (< 2 ETP).

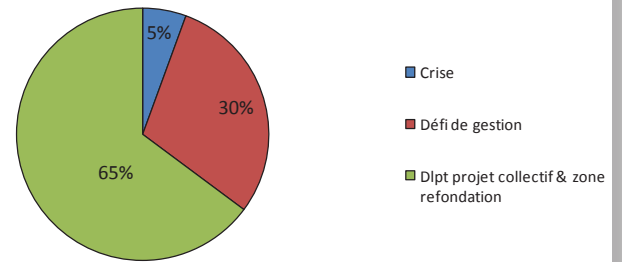
Comme Mr Jourdain fait de la prose sans le savoir, la grande majorité d'accompagnements DLA a une forte dimension, gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC). Elle est traitée à chaque fois de façon adaptée à la taille de la structure bénéficiaire. Une certaine confusion existe autour de cette terminologie en 4 lettres très en vogue et que beaucoup de nos interlocuteurs confond régulièrement avec d'autres processus de gestion des ressources humaines qui ne sont pas de la GPEC.

Les quelques situations de gestion de crise ont eu des résultats remarquables. Elles posent néanmoins un dilemme. Bien poser un problème c'est commencer à le résoudre, mais, les personnes en tension sont souvent dans le "brouillard". Elles ne sont pas toujours en capacité de valider l'écrit décrivant leur situation. Comment agir vite sans subir la pression de l'urgence ? Comment préserver la logique du diagnostic partagé ?

Le pourcentage d'accompagnements de structures en crise a baissé. Cette année, la notion de « crise » peut néanmoins être assez relative.

L'élément important à noter est la part dominante accordée au thème « développement de projet collectif & zone de refondation » qui est passée de 61% en 2011 à 65% en 2012.

Répartition budget ingénierie - année 2012



¹ Introduction du panorama de l'économie sociale et solidaire en France et dans les régions Edition 2012 : « l'économie sociale et solidaire témoigne d'une autre façon d'entreprendre basée sur un mode de gouvernance collectif et démocratique ».

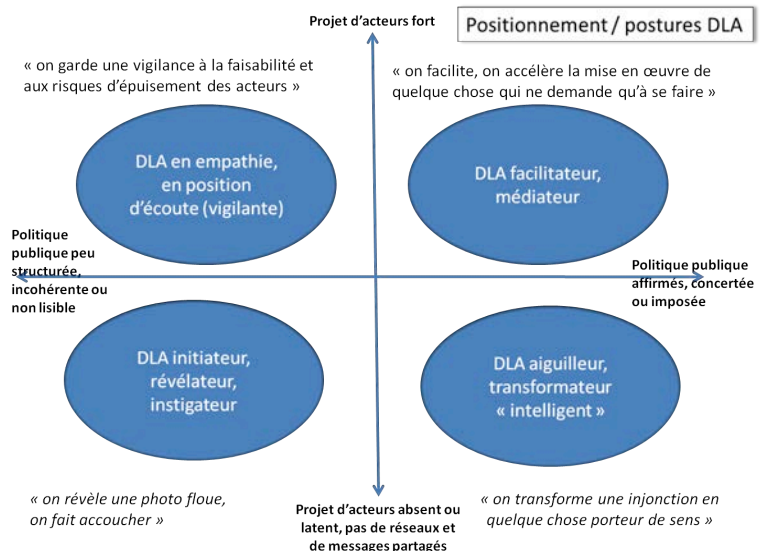
POSTURES ET TYPOLOGIES DES APPROCHES

L'année 2012 annonce une année de transition, avec l'émergence du chantier national DLA stratégique 2013-2017.

Gwenaël HERVE a participé à différents travaux : contribution au travail de réflexion nationale menée par l'Avise avec l'appui du cabinet Soleil bleu, groupe de travail national sur le référentiel du diagnostic partagé DLA, contribution/production du CNAR¹ sur les accompagnements collectifs.

Plusieurs de ces chantiers ont contribué à se questionner sur les postures professionnelles DLA.

Chaque accompagnement est singulier et amène un besoin d'adaptation à l'une des 4 postures décrites sur le schéma ci-contre.



¹ Centre national d'appui et de ressources

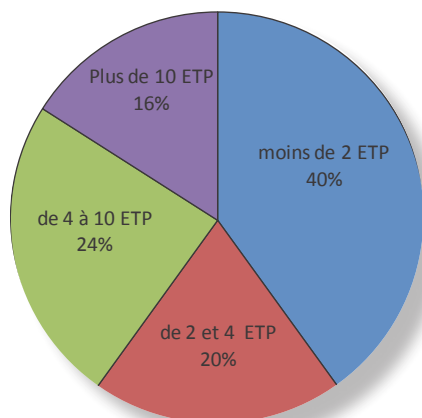
TYPOLOGIE DES STRUCTURES ET REPARTITION SUR LES TERRITOIRES

Rennes continue à concentrer la majorité des structures accompagnées.¹

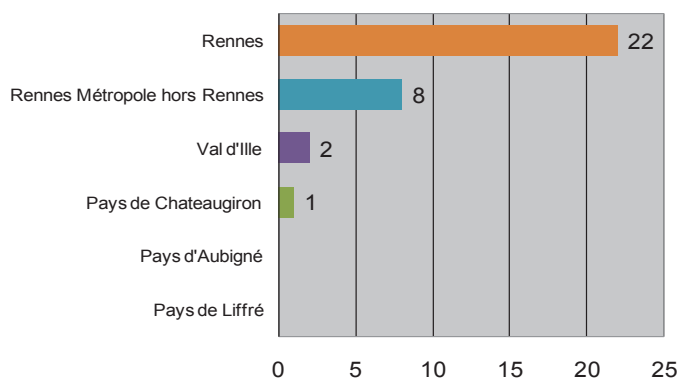
¹Données observatoire ESS : 95% des emplois du pays de Rennes sont concentrés sur Rennes Métropole.

L'ingénierie menée auprès d'une petite structure (40% des structures accompagnées ont moins de 2 ETP) aborde en général plusieurs thématiques sur le même temps d'accompagnement.

Les ingénieries des plus grosses structures se sont concentrées plus particulièrement sur des réflexions stratégiques à moyen/long terme.

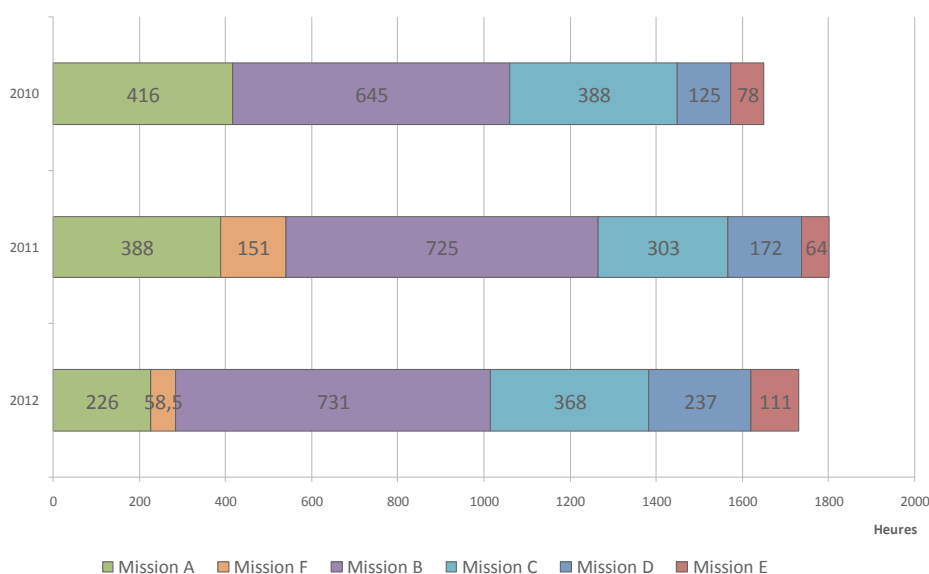


Répartition par territoires (base : structures ayant bénéficié d'un diagnostic en 2012)



SUIVI DU TEMPS PASSE

En 2012, le temps passé sur la phase opérationnelle principale (mission B : phase diagnostic en relation avec les structures) s'est renforcé et atteint 25h en moyenne. Par ailleurs, le temps en externe a été plus fort (missions D & E) au profit d'un investissement moindre sur des activités internes (mission A & F).



MISSIONS DLA

Mission A. Conduire et gérer le DLA à partir du programme d'activités

Mission F. Coordination interne à la structure porteuse

Mission B. Apporter aux structures d'utilité sociale une analyse pertinente de leur situation

Mission C. Aider les structures d'utilité sociale à résoudre leurs problématiques

Mission D. Contribuer à la dynamique globale du dispositif et à la professionnalisation des acteurs

Mission E. Ancrer le DLA dans son environnement local

Le temps passé par structure est devenu plus homogène (moins de dispersion sur les valeurs de cet indicateur). Le nombre de diagnostics laissés sans suite (très majoritairement du fait des structures) est en progression. Cela est potentiellement explicable par le renforcement qualitatif de l'analyse diagnostic DLA. Il peut être un éclairage suffisant pour faire avancer la structure.

PRESTATAIRES

La diversité des prestataires n'a jamais été aussi forte qu'en 2012. Cet indicateur contribue à montrer la bonne pertinence du processus de sélection des prestataires en place qui garantit une pluralité de compétences interpellées.

Année	2012	2011	2010
Nbre de prestataires différents intervenus (N)	23	19	18
Somme des prestations par les 5 premiers prestataires	8	12	10
Nbre d'ingénieries (I)	26	26	23
Nbre moyen de missions par prestataires (I/N)	1,13	1,37	1,28



Espace accueil



AG 2012



Sur le Belem



CA 2012-2013



Vivier de compétences

ADHERENTS 2012 PERSONNES MORALES

ADEC-MAISON DU THEATRE AMATEUR
ADES
AMITIES SOCIALES
APEB.ENERCOOP BRETAGNE
ARTISANS DU MONDE
ASFAD
ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE
ASSOCIATION EMPLOIS FAMILIAUX
AU BOUT DU PLONGEOIR
CERISE
CEZAM ILLE ET VILAINE
COLLECTIF BRÉSIL
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU VAL D'ILLE
COMPAGNIE ALTER EGO
COMPAGNONS BATISSEURS BRETAGNE
COOP DE CONSTRUCTION
CREDIT COOPERATIF
CRIDDEV
CRIJ BRETAGNE
DOMI' SERVICES
ECCO
ECCO TERRA
ELAN BATISSEUR
ELAN CREATEUR

ENFANCE VAL D'ILLE
FAMILLES RURALES 35
GASPAR
GEDES 35
LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT 35
LA MAISON EN VILLE
LES CIGALES DE BRETAGNE
MAIF
MAISON DES SQUARES
MAISON INTERNATIONALE DE RENNES
MUTUALITE FRANCAISE 35
OXALIS
PARASOL
PARENBOUGE
PAYSAGES SERVICES
PUZZLE COMPAGNIE
QUESTIONS D'EGALITE
RÉCIT BRETAGNE
SAINT GILLES SOLIDARITE
SCARABEE BIOCOOP
SLAM CONNEXION
SOLIDARITES NOUVELLES FACE AU CHOMAGE
START'AIR
UNA 35

ADHERENTS 2012 PERSONNES PHYSIQUES

Hélène ANGOT
Valérie BOUCHET
Anne BRUZAC
Jean CASTEL
Sterenn DUIGOU
Jean DUMORTIER
Albane DURAND
Elodie DUVAL
Solenne FRAISSE
Amande GAT
Guillaume GAUTIER
Pierre-Yves JAN

Nevenka KRIZIC
Morgane LE GOFF
Nicolas LEFEBURE
Antoine PILLET
Floriane MANCEL
Laurent POLES
Laurent PRIEUR
Rozenn ROUAULT-GOALEC
Emmanuelle ROUSSET
Laure SENE
Nathanaël SIMON
Pierre STRUB



AFPE : Association pour les formations aux professions éducatives et sociales

AVISE : Association de valorisation des initiatives sociales et économiques

BGE : anciennement « Boutique de Gestion »

CAE : Coopérative d'activités et d'emploi

CCI : Chambre de commerce et d'industrie

CEMEA : Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active

CMA : Chambre des métiers et de l'artisanat

CNAR : Centre national d'appui et de ressources

CRES : Chambre régionale de l'économie sociale

CRIDEV : Centre rennais d'information pour le développement et la solidarité entre les peuples

CRIJ : Centre régional d'information jeunesse

DLA : Dispositif local d'accompagnement

ESS : Economie sociale et solidaire

GEDES 35 : Groupement d'employeurs de l'économie sociale

GPEC : Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences

JRCE : Journées régionales de la création et de la reprise d'entreprises

MEIF : Maison pour l'emploi, l'insertion et la formation

PEKEA : « Political and ethical knowledge on economic activities »

SCIC : Société coopérative d'intérêt collectif

SCOP : Société coopérative et participative

SEL : Système d'échange local

SIAE : Structure d'insertion par l'activité économique

SIEG : Service d'intérêt économique général

TSF : Transfert de savoir-faire (outils de l'AVISE)

URSCOP : Union régionale des SCOP

COORDONNÉES DES SALARIÉS DE RÉSO SOLIDAIRE

Emmanuelle ROUSSET Directrice
e.rousset@resosolidaire.org - 02 99 26 34 60 / 06 79 97 73 37

Elodie DUVAL Chargée de mission animation, communication
e.duval@resosolidaire.org - 02 99 26 34 60 / 06 32 68 21 23

Manon VALY Agente administrative
m.valy@resosolidaire.org - 02 99 26 34 60

Gwenaël HERVE Chargé de mission sur le Dispositif Local d'Accompagnement
dla@resosolidaire.org - 02 99 26 34 60 / 06 37 61 66 26

Virginie BUSCA Facilitatrice clauses sociales
v.busca@meif-bassinrennes.fr - 02 99 86 61 86 / 06 85 79 37 52

Hervé BALAN Facilitateur clauses sociales
h.balan@meif-bassinrennes.fr - 02 99 86 61 20

Gwenn BROUDIC - GEDES 35 - Assistante (présente le lundi)
assistante@resosolidaire.org

Nicolas LEFEBURE - GEDES 35 - Comptable



Pôle de développement de l'économie sociale et solidaire du Pays de Rennes



 **RÉSÔ**
solidaire

Pôle de développement de l'économie
sociale et solidaire du Pays de Rennes

Maison de l'économie sociale et solidaire - 15 rue Martenot - 35000 RENNES



reso@resosolidaire.org



02 99 26 34 60



www.resosolidaire.org